

# Chronologie

## April–Juni / avril-juin 2011

### April/avril

**03.04.** Die französische Armee übernimmt die Kontrolle über den Flughafen in Abidjan, der größten Stadt der Elfenbeinküste. Weitere 300 Soldaten aus Gabun werden ins Land geschickt und die Truppenstärke somit auf 1 500 Soldaten erhöht, um die Sicherheit der 12 200 Franzosen im Land zu gewährleisten und ihre Evakuierung vorzubereiten. Frankreich hatte als ehemalige Kolonialmacht die Kontrolle der Sicherheit 2004 an die UNO übergeben und stellt seitdem mit den Soldaten der Einheit *Licorne* die schnelle Eingreiftruppe der Blauhelme im Land. Bislang hatte die UNO nicht aktiv in die kriegerischen Auseinandersetzungen zwischen dem gewählten Präsidenten Ouattara und dem bisherigen Machthaber Gbagbo eingegriffen.

**03.04.** Der französische Medienkonzern *Vivendi* übernimmt weitere 44 % der Anteile des zweitgrößten französischen Telekommunikationsunternehmens SFR für 7,95 Milliarden Euro vom britischen Konzern *Vodafone* und ist nun der einzige Aktionär. SFR erreicht mit 21 Millionen Mobilfunkkunden und 5 Millionen Nutzern eines Festnetzanschlusses einen Jahresumsatz von 12,5 Milliarden Euro.

**04.04.** Auf Grundlage der UN-Resolution 1975 vom 30. März weist Staatspräsident Sarkozy die in der Elfenbeinküste stationierten und zu den UN-Truppen der ONUCI-Mission gehörenden französischen Soldaten an, gegen die Kämpfer des abgewählten Ex-Präsidenten Gbagbo militärisch vorzugehen. Helikopter der Einheit *Licorne* greifen daraufhin deren Stellungen an.

### Pour une solution politique en Libye

Après l'abstention de l'Allemagne au Conseil de sécurité des Nations-Unies lors du vote sur l'intervention contre la Libye, le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, annonce le 7 avril que l'Allemagne est prête à participer à une mission humanitaire de l'Union européenne en Libye – si la demande en est faite. Une présence des soldats de la *Bundeswehr* supposerait néanmoins un vote des députés du *Bundestag*. En marge de la réunion du groupe de contact sur la Libye le 14 avril, le chef de la diplomatie allemande, incluant la perspective de la fin de l'ère Kadhafi, favorise une solution politique du conflit en Libye et demande que soit maintenue la pression sur le régime par le biais de sanctions. Lors de la seconde réunion le 5 mai à Rome, il esquisse une feuille de route en trois étapes (une constitution, un référendum et des élections libres). Il demande que des moyens financiers soient débloqués pour faciliter le travail du Conseil national de transition.

Après l'ouverture à Benghazi d'un bureau de liaison de l'Union européenne le 22 mai, l'Allemagne en fait de même le lendemain, en étroite coopération avec Bruxelles. La France avait reconnu ce conseil dès le mois de mars sans consulter ses partenaires. Le 13 juin, Guido Westerwelle se rend à Benghazi pour une courte visite, en compagnie de son collègue de la Coopération économique qui annonce une extension de l'aide humanitaire au-delà des 7,5 millions d'euros déjà accordés.

## La fin du nucléaire

L'énergéticien RWE conteste la légalité du moratoire sur les centrales nucléaires décidé par le gouvernement de Berlin et porte plainte le 1<sup>er</sup> avril contre le *Land* de Hesse à la suite de l'arrêt de sa centrale de Biblis A. Son concurrent *Eon* renonce pour sa part à faire de même contre la Bavière et la Basse-Saxe, alors que la Commission d'éthique mise en place par la chancelière commence ses travaux de réflexion le 4 avril pour l'élaboration d'un rapport sur une sortie du nucléaire. Le débat politique, pour ou contre la volonté d'Angela Merkel de changer de filière énergétique, touche l'ensemble des partis politiques avec des arguments parfois contradictoires.

Le ministre de l'Environnement, Norbert Röttgen, qui en 2010 avait approuvé bon gré malgré la décision de prolonger la durée de vie des centrales, favorise le 12 avril sa position initiale de renoncer au nucléaire. Invités à un sommet sur l'énergie à Berlin par la chancelière, les ministres-présidents réfléchissent aux conditions de sortie au bénéfice d'une meilleure exploitation des énergies renouvelables. Selon les premières estimations une telle mesure devrait coûter 3 milliards d'euros par an aux contribuables et aux entreprises. Le parti libéral refuse une augmentation des impôts ainsi qu'une augmentation de la dette publique et souhaite que des économies soient faites dans d'autres secteurs. Les sociaux-démocrates lancent une mise en garde contre une augmentation du prix de l'électricité, argument que les Verts réfutent pour ne pas laisser place à la panique. Le 20 avril quelque 1 200 scientifiques signent un appel en faveur de l'abandon de la filière nucléaire. Pendant le week-end de Pâques plusieurs dizaines de milliers de manifestants participent aux traditionnelles marches pascales pour demander la fin du nucléaire.

Sur les 17 réacteurs, seuls six sont encore en service, faisant passer la part du nucléaire de



23 % en moyenne de l'année 2010 à 11 % au mois d'avril 2011. Sept centrales sont touchées par le moratoire, 4 font l'objet de réparations et de révision. Les compagnies d'énergie estiment que des problèmes d'alimentation pourraient intervenir, contraignant l'Allemagne à importer son électricité de Pologne et de République tchèque.

Le 9 mai, les principaux responsables des partis de la coalition et de l'opposition se réunissent à Berlin pour envisager l'avenir énergétique du pays sans nucléaire et établir un calendrier pour les semaines à venir. Les membres de la Commission d'éthique estiment le 10 mai qu'une sortie est envisageable pour 2021. Une semaine plus tard, le ministre de l'Environnement concède que des défauts ont été relevés dans la sécurité des centrales allemandes en cas de grandes catastrophes : aucun réacteur ne pourrait résister à la chute d'un avion par exemple. Mais cela ne constitue pas un argument de sortie immédiate.

A la surprise générale, la CSU, aile bavaroise du parti chrétien-démocrate, fixe une date de sortie pour la filière nucléaire et demande le 21 mai que les réacteurs bavarois cessent de fonctionner à partir de 2022. Angela Merkel salue cette décision, mais ne se prononce définitivement en ce sens que le 29 mai après de longues négociations à la chancellerie en annonçant la fin progressive du nucléaire pour fin 2022, conformément aux recommandations de la Commission d'éthique (voir l'analyse dans ce numéro). L'opposition est prête à soutenir ce plan en échange de quelques promesses sur le déploiement des énergies renouvelables. Après avoir formulé la nouvelle loi le 5 juin, le feu vert est donné par les députés du *Bundestag* le 30 juin malgré quelques grincements de dents au sein des partis de la coalition gouvernementale. Les représentants des 16 *Länder* au *Bundesrat* approuvent également le texte de loi.

**05.04.** Martine Aubry, Vorsitzende des *Parti socialiste* (PS), präsentiert Vorschläge, welche die Basis für das Programm des zukünftigen PS-Kandidaten für die Präsidentschaftswahlen 2012 bilden sollen. Im Mittelpunkt steht die wirtschaftliche Glaubwürdigkeit, die durch eine Sanierung der öffentlichen Finanzen erreicht werden soll. Die Entscheidung für einen Kandidaten wird durch offene Vorwahlen im Oktober getroffen.

**05.04.** Staatspräsident Sarkozy gibt in Nesle (Somme) offiziell den Bau des Kanals Seine-Nordeuropa bekannt. Bis 2017 soll der mehr als 4,2 Milliarden Euro teure und 106 Kilometer lange Kanal von Compiègne nach Douai fertig gestellt werden und Schiffen bis 4 500 Tonnen die Fahrt ermöglichen. Bislang können lediglich Frachter mit einem Maximalgewicht von 650 Tonnen die Passage passieren. Durch das Infrastrukturprojekt will Frankreich den Transiteng-

pass in der Binnenschifffahrt schließen und den Großraum Paris besser in das europäische Schifffahrtsnetz einbinden.

**06.04.** Mit der Enthüllung einer Inschrift in der Krypta des Pariser *Panthéon* ehrt Staatspräsident Sarkozy den 2008 verstorbenen Schriftsteller und Politiker Aimé Césaire. Sarkozy würdigt den wichtigsten Politiker Martiniques im 20. Jahrhundert für sein Engagement im Sinne der *Négritude*, durch welches er wesentlich zur Herausbildung der französischen Identität beigetragen habe.

**08.04.** Der Beschluss der italienischen Regierung, rund 22 000 Flüchtlingen aus Tunesien auf sechs Monate befristete Visa aus humanitären Gründen auszustellen, ruft Verärgerung in Frankreich hervor. Die Regierung kündigt an, dem von ihr befürchteten Migranten-Ansturm mit scharfen Grenzkontrollen zu begegnen. Die Differen-

## L'euro en question

Sous la pression des marchés financiers internationaux, le Portugal demande le 6 avril, après la Grèce et l'Irlande, l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. Une aide de 78 milliards d'euros est accordée le 16 mai par les ministres des Finances à Bruxelles.

Le 6 mai, les ministres des Finances de la zone euro réunis à Luxembourg excluent une sortie de la Grèce de la monnaie. Le 12 mai, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, annonce au *Bundestag* qu'une aide financière ne sera accordée que si Athènes, qui avait déjà reçu 110 milliards d'euros en 2010, renforce sa politique d'austérité. Il souhaite inciter les banques privées et les compagnies d'assurance à participer à cette aide, ce que déclinent la *Bundesbank*, le parti social-démocrate et plusieurs ministres européens, et réitère devant les députés le 10 juin sa volonté de voir les Grecs mettre en place une politique de privatisation.

Au cours d'une rencontre à Bruxelles le 14 juin, les ministres des Finances de la zone euro s'accordent sur l'octroi d'un nouveau programme

d'aide d'une centaine de milliards d'euros. La France et l'Allemagne, lors d'un sommet franco-allemand à Berlin le 17 juin, rapprochent leurs conceptions pour que la question soit rapidement réglée avec la Banque centrale de Francfort. Sceptique sur la question d'une mise à contribution des créanciers privés au plan de sauvetage, Paris accepte finalement la proposition allemande de « *sur une base volontaire* ». Cet entretien entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy est le premier depuis sept mois. Le compromis met fin à une série de discordes, notamment sur les questions énergétiques. Le 19 juin, les ministres des Finances décident de reporter le versement d'une tranche de 12 milliards d'euros (prévus par le plan d'aide de 2010) jusqu'à ce que le gouvernement grec adopte un train de mesures radicales accepté par le parlement d'Athènes. Ce vote intervient le 29 juin après une déclaration commune le 23 juin de la chancelière allemande et du président français, à la veille du sommet de Bruxelles, sur la nécessité de sauver la Grèce de la faillite et de garantir la stabilité de la zone euro. Le 30 juin, les créanciers allemands acceptent de participer à hauteur de 3,2 milliards d'euros.

### Changements au parti libéral

Le président du parti libéral, Guido Westerwelle, annonce le 3 avril, après plusieurs échecs du FDP aux dernières élections régionales, qu'il renonce à se représenter pour diriger le parti, fonctions qu'il occupe depuis le 4 mai 2001. Il entend néanmoins rester ministre des Affaires étrangères. Deux jours plus tard, le ministre de la Santé, Philipp Rösler, déclare vouloir poser sa candidature lors du congrès du 13 mai à Rostock. Il est élu avec 95 % des suffrages. Auparavant, le parti avait procédé à de profondes modifications de son équipe. Le ministre de l'Economie, Rainer Brüderle, abandonne son poste pour présider le groupe parlementaire et laisser sa place à Philipp Rösler, qui devient également vice-chancelier.

Pour ne pas porter ombrage au nouveau départ du parti, Silvana Koch-Mehrin, vice-présidente du parlement européen de Strasbourg, abandonne le 11 mai toutes ses fonctions politiques, y compris au sein du bureau du parti, mais conserve son mandat parlementaire. Elle faisait l'objet depuis le 12 avril d'accusations de plagiat similaires à celles qui avaient provoqué le 1<sup>er</sup> mars la démission du ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg. Une enquête lancée par l'université de Heidelberg le 19 avril avait confirmé les soupçons et précisé le 15 mai que plus de 120 passages sur 80 pages avaient été plagiés par Silvana Koch-Mehrin. L'université de Constance annonce pour sa part que Veronica Stoiber, fille de l'ancien ministre-président de Bavière, est accusée elle aussi de plagiat.

zen bestehen auch nach einem Treffen der beiden Innenminister Claude Guéant und Roberto Maroni in Mailand fort.

**11.04.** Mit Unterstützung der französischen und togolaischen UNO-Einheiten nehmen Soldaten des neu gewählten Präsidenten Ouattara den ehemaligen Präsidenten der Elfenbeinküste, Laurent Gbagbo, im Bunker seiner Residenz in Abidjan fest und bringen ihn und seine Frau Simone in das Hauptquartier Ouattaras. Damit

enden die wochenlangen Kämpfe in der Elfenbeinküste.

**11.04.** In Frankreich tritt das am 11. Oktober 2010 verabschiedete umstrittene Gesetz in Kraft, welches das Verschleiern des Gesichts durch eine Burka oder einen Niqab im öffentlichen Raum verbietet. Verstöße werden mit der Aufnahme der Personalien und einer Geldstrafe von 150 Euro geahndet. Mehrere Frauen protestieren durch öffentliches Auftreten mit ihrer Verschleierung gegen das Gesetz.

**11.04.** Im Nachklang der Spionageaffäre beim französischen Autohersteller *Renault* entbindet der Verwaltungsrat des Konzerns fünf Manager von ihren Funktionen, unter ihnen Generaldirektor und Vizechef Patrick Pélata, der als „rechte Hand“ von Konzernchef Carlos Ghosn gilt. Anfang Januar waren drei Manager des Autokonzerns beschuldigt worden, Informationen über das Elektroautomobilprogramm des Konzerns weitergegeben zu haben. Die Vorwürfe hatten sich als haltlos erwiesen.

**12.04.** Die Außenminister Frankreichs und Großbritanniens, Alain Juppé und William Hague, fordern von der NATO eine Ausweitung und Verstärkung der Luftangriffe in Libyen. Durch eine solche Maßnahme soll vor allem die umkämpfte Stadt Misrata von den Truppen des libyschen Machthabers Gaddafi befreit werden. Die NATO, die zwei Wochen zuvor das Kommando über die Angriffe übernommen hatte, lehnt dies mit dem Hinweis auf eine erhöhte Gefahr für Zivilisten ab.

**14.04.** In Berlin empfängt Außenminister Westerwelle seinen französischen Amtskollegen Juppé zu Gesprächen. Beide betonen mehrfach, dass ungeteilt der beiderseitigen Verstimmungen hinsichtlich der Libyen-Frage ein gutes und freundschaftliches Verhältnis zwischen Paris und Berlin herrsche. Man verfolge dieselben Ziele, lediglich in der Frage der richtigen Mittel gebe es unterschiedliche Auffassungen. Die gut funktionierende Zusammenarbeit Frankreichs und Deutschlands zeige sich in der Bewältigung der Eurokrise.

**15.04.** Staatspräsident Sarkozy, der amerikanische Präsident Obama und der britische Premierminister Cameron stellen in einer in fünf Tageszeitungen veröffentlichten gemeinsamen Erklärung dar, dass eine Zukunft Libyens nur ohne Machthaber Gaddafi denkbar sei. Der Weg dorthin soll allerdings über eine politische Lösung führen, die andauernden Militäroperationen der NATO-Luftwaffe sollen lediglich den Weg dafür bereiten und die Zivilbevölkerung vor den Truppen Gaddafis schützen.

**20.04.** Die Regierungen von Frankreich, Italien und Großbritannien beschließen, jeweils etwa zehn militärische Berater nach Libyen zu entsenden, welche die Rebellen im Kampf gegen die Truppen Gaddafis unterstützen und so zum

Schutz der Zivilbevölkerung beitragen sollen. Bei einem offiziellen Empfang im Elysée-Palast sichert Staatspräsident Sarkozy dem Vorsitzenden des libyschen Transformationsrats, Moustapha Abdeljalil, eine Intensivierung der Luftschläge zu. Die Bitte der Aufständischen an die NATO, Bodentruppen nach Libyen zu entsenden, lehnen die drei Staaten ab.

**26.04.** Im Zuge des französisch-italienischen Gipfeltreffens in Rom fordern Staatspräsident Sarkozy und der italienische Ministerpräsident Berlusconi gemeinsam eine Überarbeitung des Schengener Abkommens. In Bezug auf die Freizügigkeit innerhalb der Vertragsstaaten soll das Abkommen an die aktuellen Gegebenheiten angepasst werden. Der gemeinsamen Erklärung

## Une économie en bonne santé

L'Allemagne continue à montrer sa bonne santé économique. Le nombre de chômeurs enregistre fin mars une baisse de 0,3 % par rapport au mois de février. La baisse se poursuit en avril (pour atteindre le niveau le plus faible depuis 19 ans), en mai, où pour la première fois depuis sept mois l'on dénombre moins de 3 millions de chômeurs (2,96, soit 118 000 de moins que le mois précédent et 276 000 de moins qu'en 2010) et en juin 2,89 millions de sans-travail. Le taux de chômage passe de 7,6 % en février à 6,9 % en juin. Plus de 40 millions de personnes ont un emploi, soit 515 000 de plus qu'en avril 2010.

Néanmoins, le nombre de personnes exerçant une activité ne dépassant pas 400 euros non imposables (*Mini-Job*) est en forte augmentation : 7,3 millions de personnes (contre 5,7 en 2010), dont près de 5 millions n'ont que ce revenu à leur disposition. Un emploi sur deux dans la gastronomie est un *Mini-Job*.

L'essor économique se poursuit et fait de l'Allemagne, selon le nouveau ministre de l'Economie, Philipp Rösler, « la locomotive de la croissance », propos confirmés le 13 avril par le Fonds monétaire international (FMI). Selon l'Office fédéral des statistiques, le produit in-

térieur brut devrait augmenter de 1,6 % en 2011 et de 1,8 % l'an prochain. Le gouvernement corrige ses prévisions et table sur une croissance de 2,6 % en 2011 et de 1,8 % en 2012. La bonne situation économique permet aux caisses de l'Etat de se renflouer avec des recettes en augmentation de près de 12 milliards d'euros pour le premier trimestre (soit 17 %), taux équivalents aux résultats de 2007, après le passage de la TVA de 16 à 19 %. Selon une estimation officielle publiée le 10 mai, les recettes fiscales devraient rapporter un plus de 136 milliards d'euros d'ici 2014, chiffre qui relance le débat sur la nécessité de baisser les impôts, ce que refuse le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble.

Lors de l'inauguration de la Foire de Hanovre le 3 avril, où la France est l'invitée d'honneur, le premier ministre François Fillon et la chancelière Angela Merkel soulignent l'importance d'un renforcement de la compétitivité par l'innovation industrielle et de la recherche. Plus de 230 exposants français sur un total de 6 500 participants de 65 pays sont présents à Hanovre, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, de la construction dans les villes du futur, dans les technologies environnementales et dans les matériaux innovants.

## Relations extérieures

**Asie :** Le ministre des Affaires étrangères se rend le 31 mars à Pékin pour un « *dialogue stratégique* » avec la Chine. Il inaugure notamment l'exposition allemande *L'Art des Lumières* présentée pendant un an au Musée national de la capitale chinoise.

Après des entretiens avec le premier ministre et des dissidents chinois, le ministre demande que l'artiste chinois Ai Weiwei, arrêté par la police à l'aéroport de Pékin le 3 avril, alors qu'il était en transit pour Hong-Kong, soit libéré. Avant la visite du premier ministre Wen Jiabao à Berlin le 27 juin pour la signature de 14 accords économiques d'une valeur de 15 milliards d'euros dans le cadre des premières consultations germano-chinoises, l'artiste est libéré contre caution et placé en résidence surveillée avec interdiction de quitter Pékin pendant un an.

Angela Merkel se rend le 31 mai en **Inde**, où elle célèbre le 60<sup>e</sup> anniversaire des relations bilatérales. Les premières consultations intergouvernementales depuis 2000, en présence de quatre ministres allemands et de 19 chefs d'entreprises, commencent avec deux heures de retard, l'Iran ayant interdit à l'avion de la chancelière de survoler son territoire.

Recevant le Prix Nehru pour sa contribution à l'entente internationale, la chancelière décide d'investir les 150 000 euros de cette distinction dans des bourses d'études pour de jeunes Indiens.

A **Singapour**, deuxième étape de son déplacement en Asie, la chancelière évoque avec le premier ministre la question des paradis fiscaux et demande que les règles internationales en matière de transparence sur les marchés financiers soient respectées. Un accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour est en voie de négociation.

**Proche-Orient:** Recevant le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 7 avril à Berlin,

la chancelière demande qu'Israël reprenne rapidement les pourparlers avec les Palestiniens et estime que des progrès majeurs sont réalisables d'ici l'automne.

Berlin n'entend pas reconnaître d'Etat palestinien unilatéralement et favorise la solution à deux Etats, ce qu'elle réitère le 5 mai, en accueillant le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Après une escale à Benghazi en Libye, le ministre des Affaires étrangères se rend dans la région le 14 juin en compagnie de son collègue de la Coopération économique pour plaider en faveur du processus de paix.

**Amérique latine :** Le président de la République, Christian Wulff, effectue en mai 2011 un voyage officiel d'une semaine en Amérique latine, pour renforcer les relations économiques, scientifiques et culturelles entre l'Allemagne et le Mexique, le Costa Rica et le Brésil.

Il rend hommage aux efforts du président mexicain pour sa lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues et rappelle que les investissements allemands dépendent essentiellement de la sécurité garantie aux 1 200 entreprises, aussi bien pour leur personnel que pour le transport des biens.

Au Costa Rica, Christian Wulff salue l'exemplarité de la politique énergétique du pays qui produit 95 % de son électricité grâce aux énergies renouvelables.

Le 5 mai, il s'entretient avec son homologue brésilienne à Brasilia, avant de se rendre dans la métropole économique de São Paulo. Les entreprises allemandes espèrent pouvoir investir dans le pays grâce à l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques en 2016 au Brésil. Une visite des aciéries ThyssenKrupp à Rio de Janeiro est rayée du programme, en raison des restructurations prévues quelques jours plus tôt dans l'entreprise. Avec plus de 5 milliards d'euros, l'usine de Rio est le plus gros investissement du groupe à l'étranger.

waren wochenlange Spannungen zwischen Italien und Frankreich vorausgegangen, die durch die Entscheidung Italiens, über 20 000 tunesischen Flüchtlingen befristete Visa auszustellen, entstanden waren.

## Mai/mai

**01.05.** Im Südatlantik wird der Flugdatenschreiber des knapp zwei Jahre zuvor abgestürzten Fluges AF 447 geborgen. Vier Wochen zuvor waren bereits erste Wrackteile in 4 000 Meter Tiefe gefunden worden. Von der Auswertung der Daten (Kurs, Höhe, Geschwindigkeit, Schubkraft, Position der Landeklappen) erhoffen sich die Spezialisten eine Aufklärung der rätselhaften Umstände des Absturzes, bei dem 228 Menschen ums Leben gekommen waren.

**05.05.** Bei einem Staatsbesuch des israelischen Ministerpräsidenten Netanjahu in Paris schlägt Staatspräsident Sarkozy vor, Ende Juni eine Konferenz mit israelischen und palästinensischen Vertretern zu organisieren, um den Nahost-Friedensprozess wieder in Gang zu bringen.

**06.05.** Der französische Pharmakonzern *Sanofi-Aventis* firmiert künftig nur noch unter dem Namen *Sanofi*. Dies beschließen die Aktionäre des Konzerns auf der Hauptversammlung in Paris. Damit verschwinden die Erinnerungen an die tiefe Verwurzelung des Unternehmens *Aventis* in Deutschland.

**09.05.** Staatspräsident Sarkozy schlägt auf einem Treffen der Innenminister der G8-Staaten vor, im Kampf gegen den weltweiten Kokainhandel die internationale Zusammenarbeit auszuweiten und einen gemeinsamen Fonds einzurichten. Neben den G8-Innenministern sind Vertreter verschiedener internationaler und regionaler Organisationen sowie Repräsentanten von 14 Staaten anwesend, die besonders von Kokainproduktion, -handel oder -konsum betroffen sind.

**12.05.** Die Innenminister der EU-Staaten beschließen in Brüssel, eine kurzfristige Verstärkung von Grenzkontrollen innerhalb des Schengen-

## La réforme de la *Bundeswehr*

Le nouveau ministre de la Défense, Thomas de Maizière, promet le 27 avril au secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, d'accroître la participation de l'Allemagne aux missions militaires à l'étranger. 10 000 soldats pourraient être engagés dans de telles missions, contre 7 000 actuellement. Il fait valoir néanmoins que les attentes de la communauté internationale sont plus fortes que la volonté de l'opinion publique allemande. Le conseil des ministres décide le 4 mai de prolonger d'une année la mission de la *Bundeswehr* au Kosovo dans le cadre de la force de protection KFOR, mais de réduire le nombre de soldats de 2 500 à 1 850. Le *Bundestag* donne son feu vert le 10 juin.

Le 18 mai, le ministre présente son projet de réforme de la *Bundeswehr* en faveur d'une armée de métier avec réduction des effectifs de 45 000 hommes, soit 175 000 soldats. Une économie de 8,3 milliards d'euros est envisagée d'ici 2015. Comme le processus de réforme doit s'étaler sur six à huit années, le ministre entend parvenir à un consensus avec l'opposition. Les députés du *Bundestag*, dans leur grande majorité, soutiennent le projet le 27 mai tout en demandant quelques amendements.

Plusieurs soldats de la *Bundeswehr* sont tués dans le Nord de l'Afghanistan au cours du deuxième trimestre : un soldat succombe à ses blessures le 25 mai, deux autres meurent trois jours plus tard lors d'un attentat-suicide, qui fait également trois blessés, dont le commandant de la force internationale ISAF, le général Markus Kneip. Le 2 juin, un soldat allemand est tué au cours d'un attentat contre un blindé de la *Bundeswehr*. Le 19 juin, deux soldats allemands sont blessés à la suite d'un nouvel attentat-suicide qui fait trois morts parmi les civils. Le ministre des Affaires étrangères déclare pourtant le 22 juin que les perspectives de retrait se concrétisent. Le contingent allemand de 4950 soldats pourrait être réduit pour la première fois à la fin de l'année, le transfert aux forces afghanes étant prévu pour 2014.

## Elections régionales

**A Brême**, SPD et Verts peuvent rester au gouvernement après les élections régionales du 22 mai, sous la direction du chrétien-démocrate Jens Böhrnsen, réélu le 30 juin par 57 voix sur 83. En **Saxe-Anhalt**, un mois après les élections régionales du 20 mars, le parlement régional de Magdebourg élit le 19 avril un nouveau chef de gouvernement. Le chrétien-démocrate Reiner Haseloff, ancien ministre régional de l'économie, succède à Wolfgang Böhmer (qui ne se représentait pas) au poste de ministre-président, à la tête d'une grande coalition CDU-SPD. Le 12 mai, les militants en **Rhénanie-Palatinat** approuvent l'accord passé entre le SPD et les Verts pour une coalition dirigée par le ministre-président Kurt Beck, réélu le 18 mai à Mayence. Ce même jour, c'est la diète de Stuttgart qui élit un nouveau ministre-président pour le **Bade-Wurtemberg**. Winfried Kretschmann est le premier représentant des Verts à cette fonction en Allemagne. Il succède au chrétien-démocrate Stefan Mappus dans le cadre d'un accord de gouvernement avec les sociaux-démocrates, accepté par les militants des deux partis le 7 mai. Le 24 avril, il avait suscité un débat en prônant dans une interview de nouveaux concepts de mobilité (marche à pied et vélo) tout en rassurant l'industrie automobile, fleuron de l'industrie dans cette région. (Voir le détail de ces résultats régio

naux dans *Dokumente/Documents* 2/2011 et dans ce numéro).

L'avenir de la gare de Stuttgart reste la principale question qui a dominé les négociations entre Verts et SPD et qui complique singulièrement le travail de la nouvelle coalition. Le 24 avril, les deux partis se mettent d'accord pour l'organisation d'un référendum en octobre, avant de décider si la gare doit être souterraine ou si le projet *Stuttgart 21* doit être abandonné. Le gouvernement régional décide de participer à la modernisation de la gare à hauteur de maximum 4,5 milliards d'euros. Les surcoûts devront être payés par la *Deutsche Bahn*, laquelle décide le 28 mai de reprendre les travaux interrompus pendant la campagne électorale en raison des protestations. Le 5 juin, les chemins de fer allemands acceptent de repousser d'un mois, jusqu'au 15 juillet, la reprise du chantier, à condition que le gouvernement régional participe aux frais occasionnés par l'arrêt des travaux. Voulant éviter d'avoir à payer des factures trop élevées, la coalition renonce à demander une nouvelle suspension des travaux, lesquels reprennent le 14 juin malgré les manifestations musclées des opposants au projet. Le 26 juin, la presse révèle avant sa publication officielle en juillet, que l'expertise indépendante (« *stresstest* »), demandée pour juger de l'efficacité du projet, est en faveur du projet de gare souterraine.

Raumes für den Ausnahmefall massiver Migrantenbewegungen zu ermöglichen. Dadurch soll die Sicherheit erhöht und Streitigkeiten vermieden werden, wie sie jüngst zwischen Frankreich und Italien aufgetreten waren angesichts einer großen Zahl tunesischer Flüchtlinge, die an der französischen Grenze gestoppt wurden. Italien hatte ihnen kurzfristige Visa für den Schengen-Raum ausgestellt.

**14.05.** IWF-Präsident Dominique Strauss-Kahn wird am New Yorker Flughafen John F. Kennedy in einer *Air-France*-Maschine festgenommen und abgeführt. Ihm wird vorgeworfen,

am Morgen desselben Tages im New Yorker Luxushotel *Sofitel* ein Zimmermädchen sexuell missbraucht zu haben. Strauss-Kahn bestreitet die Vorwürfe.

**14.05.** Auf einem Parteitag stimmen die Delegierten des *Parti radical* für einen Bruch der Koalition mit der Präsidentenpartei UMP. Gleichzeitig votieren sie für eine „republikanische, ökologische und soziale“ Allianz gemeinsam mit dem *Nouveau Centre*. Der ehemalige Umweltminister Jean-Louis Borloo hatte bereits zwei Wochen zuvor den Bruch mit Sarkozy angekündigt.

**18.05.** Dominique Strauss-Kahn teilt dem IWF in einer schriftlichen Erklärung seinen Rücktritt mit. Die Vorwürfe der sexuellen Aggression streitet er weiterhin ab. Dennoch muss Strauss-Kahn auf richterliche Anordnung zunächst in Untersuchungshaft bleiben. Die Ablehnung seines Antrags auf Freilassung gegen Kautions wird mit einer erhöhten Fluchtgefahr begründet.

**19.05.** Strauss-Kahn wird in New York formell der Vergewaltigung und sexuellen Aggression angeklagt. Gegen eine Kautions von einer Million Dollar kommt er auf freien Fuß, steht allerdings unter Hausarrest und elektronischer Überwachung einer Sicherheitsfirma.

**21.05.** Staatspräsident Sarkozy wohnt der Amtseinführung des gewählten ivorischen Präsidenten Alassane Ouattara in Yamoussoukro bei. Begleitet wird er von Außenminister Juppé und dem beigeordneten Minister für staatliche Zusammenarbeit, Henri de Raincourt. Ouattara war bereits im Herbst 2010 gewählt worden, der abgewählte Präsident Gbagbo hatte jedoch an der Macht festgehalten und einen Bürgerkrieg angezettelt. Anfang April war es Ouattara auch mit Hilfe französischer Unterstützung gelungen, den Machtkampf zu beenden.

**24.05.** Bei der Eröffnung des eG8-Forums in Paris fordert Staatspräsident Sarkozy mehr Verantwortung bei der Weiterentwicklung des Internets, besonders im Hinblick auf Datenschutz und Rechteverwertung. Kritiker sehen darin einen Anlauf zu staatlicher Regulierung und befürchten eine Einschränkung der Freiheiten der Netzgemeinde. Zum eG8-Forum waren mehr als 1 500 Entscheider aus der Internetbranche geladen, darunter auch Eric Schmidt (*Google*) und Mark Zuckerberg (*Facebook*).

**24.05.** Die Analyse des geborgenen Stimmrekkorders des vor zwei Jahren abgestürzten *Airbus A330* ergibt, dass keine technischen Mängel, sondern möglicherweise Fehler der Crew zum Absturz geführt hatten. So hätte die Besatzung eigentlich die gefährliche Wetterfront umfliegen müssen, in die das Flugzeug hineingeraten war.

**26.05.** Auf dem G8-Gipfel in Deauville unter französischem Vorsitz sind die Beratungen über den „arabischen Frühling“ das dominierende Thema. Wichtige Tagesordnungspunkte sind die Unterstützung der demokratischen Bewegungen sowie die Intervention in Libyen. Daneben sprechen die Staats- und Regierungschefs der größten Industrienationen über die Finanzkrisen in Europa und den USA. Auch über die Frage nach der Sicherheit der Kernenergie wird nach dem Reaktorunglück von Fukushima debattiert.

**27.05.** In einer gemeinsamen Erklärung fordern die Staats- und Regierungschefs der G8 den libyschen Machthaber Gaddafi auf, abzudanken,

## Epidémie

Une épidémie déclenchée fin avril cause la mort de nombreuses personnes, essentiellement des femmes dans le Nord de l'Allemagne. L'infection est due à la bactérie entéro-hémorragique ECEH, l'*Escherichia coli*, mais la recherche de son origine s'avère difficile. Le 26 mai, alors que l'infection a déjà fait trois morts, l'Institut d'hygiène de Hambourg trouve cette bactérie dans quatre concombres, dont trois en provenance d'Espagne. La Commission européenne fait état le 31 mai de cas similaires au Danemark, en Norvège et en Suède, mais aussi aux Pays-Bas, en Suisse et en Espagne. Au début du mois de juin, 15 personnes ont succombé à l'infection en Allemagne, plus de 2 000 patients sont hospitalisés. La chancelière prend la défense des autorités sanitaires le 2 juin après les protestations des maraîchers espagnols, alors que les soupçons se portent désormais sur des tomates servies dans un restaurant de Lübeck, puis sur des pousses de soja utilisées dans des cantines et des restaurants. Les ministres européens de l'Agriculture envisagent le 7 juin l'octroi de 150 millions d'euros pour indemniser les maraîchers. Une semaine plus tard, alors que l'Allemagne compte 36 victimes, la somme passe à 210 millions. Les pertes allemandes sont estimées à 65 millions d'euro.

da sein Machtanspruch jeglicher Legitimität entbehre. Gleichzeitig beschließen sie, die demokratischen Bewegungen in den arabischen Staaten finanziell und politisch zu unterstützen.

## Juni/juin

**01.06.** Frankreich kämpft mit Trockenheit und öffnet seinen Notfallfonds für die Landwirtschaft, der über 100 Millionen Euro umfasst. Vor allem Viehzüchter und Milchproduzenten sind von der Dürre betroffen. Die Lage sei vergleichbar mit dem Not-Jahr 1967 und sogar schlimmer. Eine Dürre-Steuer soll jedoch vorerst nicht erhoben werden.

### Recensement

La date du 9 mai 2011 sert de référence au nouveau recensement lancé à cette date en Allemagne, dont les résultats sont attendus pour la fin de l'année 2012. Le résultat peut avoir des conséquences non négligeables en Allemagne, où le système de péréquation financière entre l'Etat et les *Länder*, mais aussi entre les régions riches et les régions pauvres, peut être corrigé dans un sens comme dans un autre. Il peut également conduire à un redécoupage électoral et à une redistribution des rapports de force dans la Chambre des *Länder* (*Bundesrat*). Le recensement permet aussi de mieux prévoir la construction d'établissements scolaires et de logements.

L'unification de l'Allemagne a considérablement bouleversé la structure du pays depuis les derniers recensements, en 1987 (pour la partie ouest de l'Allemagne) et en 1981 (pour l'ex-RDA). Le recensement ne sera cependant pas effectué auprès de tous les habitants du pays, mais seulement auprès d'un échantillon d'environ 10 % de la population évaluée.

Les 17,5 millions de propriétaires de maisons et de logements devront par ailleurs remplir obligatoirement un questionnaire qui leur est envoyé, tout comme les monastères, les prisons, les foyers d'étudiants et les maisons du troisième âge.

**04.06.** Nato-Kampfhubschrauber greifen erstmals in den Libyen-Konflikt ein. An den Angriffen sind sowohl französische als auch britische Hubschrauber beteiligt. Von französischer Seite werden Maschinen der Typen *Tiger* und *Gazelle* eingesetzt.

**06.06.** Nach dem beschlossenen deutschen Atomausstieg fordert Energieminister Eric Besson eine europäische Abstimmung, bei der die Konsequenzen erörtert werden sollen, die sich dadurch für die einzelnen Staaten ergeben werden. Der geplante Atomausstieg in Deutschland bis zum Jahr 2022 hatte Kritik ausgelöst, weil er ohne europäische Abstimmung erfolgt war. Frankreich fürchtet zudem Engpässe, weil Strom aus deutschen Kernkraftwerken fehle. Staatspräsident Sarkozy reagiert zunächst zurückhaltend, betont aber, dass die Kernenergie unabdingbar für die Emissionsziele der EU sei. Ein französischer Atomausstieg ist mittelfristig nicht in Sicht.

**08.06.** Frankreich fordert den Sicherheitsrat der Vereinten Nationen zu einer Stellungnahme zur Lage in Syrien auf. Mit einer von mehreren europäischen Staaten vorangetriebenen UN-Resolution zur Verurteilung der Gewaltanwendung durch das Regime von Staatschef Assad will Frankreich den Druck auf Syrien erhöhen.

**09.06.** Frankreich, Deutschland und die Niederlande blockieren den Schengen-Beitritt von Bulgarien und Rumänien. Die Länder weigern sich, ein Aufnahmedatum für die osteuropäischen Länder festzulegen, da zunächst ein weiterer Prüfbericht der EU-Kommission erforderlich sei.

**10.06.** Der deutsche Energiekonzern *Eon* schließt in Frankreich fünf Kohlekraftwerksblöcke. Ein grundsätzlicher Rückzug aus dem zweitgrößten Energiemarkt Europas ist jedoch nicht geplant. Stattdessen sollen künftig Gas- und Wasserkraftwerke sowie Biomassekraftwerke ausgebaut werden.

**14.06.** Das französische Parlament spricht sich gegen die Möglichkeit einer Eheschließung für gleichgeschlechtliche Paare aus. Die Abgeordne-

ten lehnten den Gesetzesentwurf der oppositionellen Sozialisten mit 293 zu 222 Stimmen ab.

**17.06.** Bei einem Treffen in Berlin erklären Kanzlerin Merkel und Staatspräsident Sarkozy ihre Differenzen zur Frage der Lösung der griechischen Schuldenkrise für überwunden. Private Gläubiger wie Banken und Versicherungen sollen nun freiwillig zur Rettung Griechenlands beitragen. Die deutsche Forderung, diese Beteiligung verpflichtend zu gestalten, war in Frankreich auf heftige Kritik gestoßen, da französische Banken in Griechenland stark engagiert sind.

**17.06.** Die Chefin des weltgrößten Atomkonzerns *Areva*, Anne Lauvergeon, muss bis Ende Juni ihren Posten räumen. Als einer der Gründe hier-

für wird das gespannte Verhältnis zum Chef des Stromkonzerns EDF, Henri Proglio, vermutet. Nachfolger von Lauvergeon wird der bisherige *Areva*-Generaldirektor Luc Ousel, der bislang für Marketing, Internationales und Projekte zuständig ist.

**20.06.** Die alle zwei Jahre stattfindende Internationale Luft- und Raumfahrt-Messe wird in Le Bourget eröffnet. Insgesamt beteiligen sich 2 113 Aussteller aus 45 Ländern an der Ausstellung. Gezeigt werden unter anderem Kampfflugzeuge, Großflugzeuge wie der A380 und der neueste *Jumbo* 747-8 von *Boeing*. EADS plant, ab 2050 ein neues schadstoffarmes Flugzeug in Betrieb zu nehmen, das in zweieinhalb Stunden von Paris nach Tokio fliegen soll.

## Ehrungen/distinctions

**Helmut Kohl**, ancien chancelier, se voit décerner le 17 mai par l'*American Academy*, fondée en 1994 à Berlin, le Prix Henry Kissinger pour ses mérites en faveur des relations transatlantiques. Le prix lui est remis par l'ancien secrétaire d'Etat américain en personne.

**Angela Merkel**, chancelière, est reçue par le président Barack Obama à Washington pour recevoir le 6 juin la médaille de la Liberté, la plus haute distinction civile des Etats-Unis.

**Christoph Schlingensief**, artiste décédé en août 2010, a droit à un hommage posthume à la 54<sup>e</sup> Exposition internationale d'art contemporain de la Biennale de Venise, qui décerne le Lion d'Or au pavillon allemand le 4 juin, réalisé par sa veuve. Ce pavillon illustre la propre mort de l'artiste ainsi que son œuvre cinématographique et sa passion pour l'Afrique.

**Thomas Ostermeier**, directeur artistique de la *Berliner Schaubühne* et président du Haut conseil culturel franco-allemand avec Jacques Toubon, se voit attribuer le Lion d'Or de la Biennale pour l'ensemble de sa carrière. Il lui sera re-

mis pendant le 41<sup>e</sup> Festival international de théâtre.

**Jean-Claude Trichet**, Vorsitzender der Europäischen Zentralbank, erhält am 2. Mai in Aachen den Karlspreis für seine Verdienste um den Zusammenhalt der Währungsunion, die Stabilität des Euro und den Erhalt der Wettbewerbsfähigkeit des europäischen Binnenmarkts. In seiner Rede plädiert Trichet für ein europäisches Finanzministerium, ein strengeres Vorgehen gegen Schuldensünder und weiter reichende Einflussmöglichkeiten der europäischen Institutionen.

**Pierre Boulez et Kurt Masur**, chefs d'orchestre, reçoivent le 20 juin à Paris le Prix de Gaulle-Adenauer, remis par les deux secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande. L'Allemand Kurt Masur a dirigé l'orchestre national de France de 2002 à 2008, le Français Pierre Boulez des orchestres allemands dès les années 1950 et 1960, notamment au festival de Bayreuth.

**Völker Schlöndorff**, cinéaste, reçoit le 24 juin à Paris, dans le cadre de la remise annuelle des prix du journalisme franco-allemand, le Grand Prix franco-allemand des médias.

**22.06.** Beim G-20-Treffen in Paris einigen sich die Landwirtschaftsminister der Industrie- und Schwellenländer auf diverse Initiativen zur Verbesserung der Transparenz, Information und Koordination zwischen den wichtigsten Produzentenländern auf den Agrarmärkten. Anstoß zu diesem Treffen auf Ministerebene gab der französische Vorsitz der G20, da Staatspräsident Sarkozy für ein neues Agrarmodell plädiert und vor allem im Landwirtschaftsbereich Akzente setzen will. Dazu gehören u. a. die globale Ausweitung des Lebensmittelangebots sowie die Eindämmung von Preisschwankungen auf den Agrarmärkten.

**23.06.** Staatspräsident Sarkozy teilt mit, dass angesichts der erzielten Fortschritte mit einem schrittweisen Truppenabzug aus Afghanistan begonnen werden soll, wobei Frankreich sich sowohl prozentual als auch hinsichtlich des Zeitplans an den USA orientieren werde. Derzeit sind rund 4 000 französische Soldaten in Afghanistan stationiert.

**24.06.** Beim EU-Gipfeltreffen in Brüssel ernennen die Staats- und Regierungschefs der Euro-Zone den Italiener Mario Draghi für eine achtjährige Amtszeit zum Präsidenten der Europäischen Zentralbank. Dieser wird zum 1. November den Franzosen Jean-Claude Trichet ablösen. Gegen die Ernennung Draghis hatte es in letzter Minute Protest aus Frankreich gegeben, weil das EZB-Direktorium nunmehr mit zwei Italienern besetzt sei, während kein Franzose einen Sitz in dem Gremium habe. Der Italiener Lorenzo Bini Smaghi wird deshalb voraussichtlich sein Amt vor Ende seiner Amtszeit 2013 abgeben. Des Weiteren gibt Staatspräsident Sarkozy bekannt, dass sich nun auch französische Banken und Versicherungen zu einer freiwilligen Beteiligung an der Rettung Griechenlands bereit erklären.

**27.06.** Staatspräsident Sarkozy gibt eine Pressekonferenz mit dem Titel „Zukunftsinvestitionen“. Mit einer 2009 aufgelegten, 35 Milliarden umfassenden Staatsanleihe will Frankreich die Wirtschaftskrise überwinden und bis Ende 2011 20 Milliarden Euro unter anderem zur Förderung von Bildung und Forschung, mittelständischer

Unternehmen, nachhaltiger Entwicklung und der digitalen Industrie investieren. Zukunftsbranche sei vor allem die Kernenergie.

**28.06.** Die Vorsitzende des *Parti socialiste*, Martine Aubry, erklärt offiziell, bei den parteiinternen Vorwahlen für die französische Präsidentschaftswahl 2012 anzutreten. Neben Parteichefin Aubry treten Ex-Parteichef François Hollande und die frühere Präsidentschaftskandidatin Ségolène Royal sowie einige Vertreter der jüngeren Generation an.

**28.06.** Der IWF wählt die französische Wirtschaftsministerin Christine Lagarde zur neuen Präsidentin. Sie ist damit die erste Frau an der Spitze der Organisation und folgt auf ihren Landsmann Dominique Strauss-Kahn, der nach einer Festnahme wegen mutmaßlicher Vergewaltigung im Mai zurückgetreten war. Lagardes Amtszeit beginnt am 5. Juli.

**29.06.** Nach dem Wechsel von Frankreichs Finanzministerin Christine Lagarde an die Spitze des Internationalen Währungsfonds (IWF) kommt es in Frankreich zu einer Regierungsumbildung. Insgesamt sieben Posten werden neu besetzt. Der bisherige Haushaltminister François Baroin wird Finanzminister. Seine Nachfolgerin wird Valérie Pécresse, die bisher für das Ressort Bildung zuständig war. Diese Funktion übernimmt nun der bisherige Europaminister Laurent Wauquiez, dessen Amt künftig von Jean Leonetti bekleidet werden wird.

## Disparitions

**Gunter Sachs**, photographe et collectionneur, arrière-petit-fils du constructeur automobile Adam Opel, se suicide le 8 mai à Gstaad en Suisse. Il avait épousé Brigitte Bardot.

**Peter Schamoni**, producteur et metteur en scène de cinéma, décède le 14 juin à l'âge de 77 ans à Munich. On lui doit une bonne trentaine de films et de documentaires. En janvier 2009 il avait reçu le Prix d'honneur du cinéma bavarois.